

**Avertissement:** ce document de synthèse constitue une traduction de la requête complète en allemand (lien : [http://klimaseniorinnen.ch/wp-content/uploads/2016/10/Gesuch-um-Erlass-Verfuegung\\_Sperrfrist.pdf](http://klimaseniorinnen.ch/wp-content/uploads/2016/10/Gesuch-um-Erlass-Verfuegung_Sperrfrist.pdf)).

**Seul le texte allemand fait foi.**

**Courrier recommandé**

Conseil Fédéral  
Chancellerie Fédérale Suisse  
Palais Fédéral Ouest  
3003 Berne

Département Fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC  
Kochergasse 6  
3003 Berne

Office Fédéral de l'environnement OFEV  
3003 Berne

Office Fédéral de l'énergie OFEN  
3003 Berne

Zürich, \$

**Requête en cessation des actes illicites par omission en matière de protection du climat au sens de l'art. 25a PA ainsi que des l'art. 6, al. 1 et 13 CEDH**

Mesdames les Conseillères Fédérales  
Messieurs les Conseillers Fédéraux

Mesdames, Messieurs

Dans l'affaire

**Association des Aînés pour la Protection du Climat Suisse**, 8004 Zurich  
Requérante 1

et

**Requérante A**

Requérante 2

et

**Requérante B**

<sup>2</sup>  
Requérante 3

et

**Requérante C**

Requérante 4

et

**Requérante D**

Requérante 5

et

**Requérante E**

Requérante 6

(ci-après « les requérantes »)

et représentées par

Maître Ursula Brunner, Dr. en droit, avocate, et/ou Maître Marin Looser, avocat,  
ettlersuter avocats, Grüngasse 31, Case postale 1323, 8021 Zurich 1

et/ou

Maître Cordelia Bähr, lic. iur. LL.M. Public Law (LSE), avocate, bähr ettwein avocats,  
St. Moritz-Str. 1, Case postale 46, 8042 Zurich

contre

**Le Conseil Fédéral**, Chancellerie Fédérale Suisse, Palais Fédéral Ouest,  
3003 Berne

Intimé 1

et

**Le Département Fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et  
de la communication - DETEC**, Kochergasse 6, 3003 Berne

Intimé 2

et

**L'Office Fédéral de l'environnement - OFEV**, 3003 Berne

Intimé 3

et

**L'Office Fédéral de l'énergie - OFEN**, 3003 Berne

Intimé 4

(ci-après « les intimés »)

au sujet de

**La cessation des atteintes par omission en matière de protection du climat**

Au nom et pour le compte des requérantes, nous demandons que soit rendue une

**décision  
au sens de l'art. 25a PA  
ainsi que des art. 6, al. 1 et 13 CEDH**

et formons ci-après les :

**conclusions :**

1. Dans leurs différents domaines de compétence, les intimés doivent prendre toutes les mesures qui sont nécessaires afin de réduire d'ici à 2020 les émissions de gaz à effet de serre de manière à ce que la contribution de la Suisse respecte l'objectif « très en dessous de 2 degrés » pour le réchauffement maximum de la planète, ou subsidiairement au moins l'objectif de 2 degrés, et par conséquent cessent les actes illicites allant à l'encontre de cet objectif. En particulier :
  - a. Il incombe à l'intimé 1 de vérifier les tâches de l'Etat au sens de l'art 74, alinéa 1 de la Constitution Fédérale et leur réalisation dans le domaine du climat et leur conformité à l'objectif actuel en matière de climat
    - quant à leur concordance avec les objectifs des art. 74, al. 2 et 73 de la Constitution Fédérale ainsi qu'avec l'obligation de protection de la part de l'Etat tirée de l'art. 10, al. 1 de la Constitution Fédérale
    - ainsi qu'en vertu des art. 2 et 8 de la CEDH
 et de développer sans délai, pour la période s'étendant jusqu'à 2020, une nouvelle solution permettant à la Suisse de respecter l'objectif « très en dessous de 2 degrés », ou subsidiairement au moins l'objectif de 2 degrés, sachant qu'une telle solution suppose au moins 25 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'en 2020 en comparaison de 1990 ;
  - b. Il incombe à l'intimé de communiquer au Parlement, mais aussi à l'opinion publique, que pour le respect des obligations de

protection de la part de la Confédération Suisse et pour le respect des principes de précaution et de développement durable jusqu'en 2020, une réduction des émissions des gaz à effet de serre est nécessaire et qu'elle doit correspondre à l'objectif « très en dessous de 2 degrés », ou subsidiairement au moins à l'objectif de 2 degrés, ce qui exige une réduction des gaz à effet de serre au niveau national jusqu'en 2020 d'au moins 25 % par rapport à 1990 ;

- c. Il incombe aux intimés 1, 2 et 3, sans délai, de lancer par une décision du Conseil Fédéral, des départements ou des offices fédéraux, le processus législatif avec pour objectif de parvenir à un objectif en matière de réduction des émissions correspondant à la conclusion 1a ;
- d. Il incombe à l'intimé 1, dans le cadre de la conclusion 1c, d'informer le Parlement qu'avec la nouvelle proposition d'un objectif de réduction des émissions, les violations de la Constitution et de la CEDH seront écartées.

- 2. Dans leurs différents domaines de compétence, les intimés doivent prendre toutes les mesures de réduction qui sont nécessaires pour atteindre l'objectif de réduction des gaz à effet de serre de la rubrique 1, c'est à dire d'au moins 25 % de réduction des gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990 et ainsi pour mettre un terme aux actes illicites par omission contraires à la loi. Et en particulier :
  - a. Il incombe à l'intimé 1, conformément à la conclusion 1a, de vérifier les mesures pour atteindre l'objectif fixé ;
  - b. Il incombe à l'intimé 1, conformément à la conclusion 1b, de communiquer au sujet des mesures correspondantes pour atteindre l'objectif fixé ;
  - c. Il incombe aux intimés 1, 2 et 3, conformément à la conclusion 1c, d'inclure les mesures permettant d'atteindre l'objectif dans le lancement du processus législatif.
- 3. Dans leurs différents domaines de compétence, les intimés doivent prendre toutes les mesures nécessaires afin de réduire d'ici à 2030 les émissions de gaz à effet de serre de manière à ce que la contribution de la Suisse respecte l'objectif « très en

dessous de 2 degrés » pour le réchauffement maximum de la planète, ou subsidiairement au moins l'objectif de 2 degrés, et par conséquent cessent les actes illicites allant à l'encontre de cet objectif. Et en particulier :

- a. Il incombe aux intimés 1, 2 et 3, dans le cadre du processus législatif, de prendre toutes les mesures permettant de faire en sorte que la contribution de la Suisse à l'objectif « très en dessous de 2 degrés », ou subsidiairement au moins à l'objectif de 2 degrés soit atteinte au niveau national, ce qui exige une réduction des gaz à effet de serre de la Suisse jusqu'en 2030 d'au moins 50 % par rapport à 1990 ;
- b. Il incombe aux intimés 1, 2 ou 3 d'inclure dans ce processus législatif toutes les mesures de réduction qui sont nécessaires pour atteindre l'objectif de réduction des gaz à effet de serre mentionné dans la conclusion 3a.

4. Dans leurs différents domaines de compétence, les intimés doivent prendre toutes les mesures de réduction qui sont nécessaires pour atteindre l'objectif actuel de réduction des gaz à effet de serre de 20 % et par conséquent cessent les actes illicites allant à l'encontre de cet objectif. Et en particulier :

- a. Il incombe à l'intimé 3 d'obtenir sans délai les rapports des cantons au sujet de leurs mesures techniques pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> pour les bâtiments ;
- b. Il incombe à l'intimé 3 de vérifier si les rapports cantonaux comportent bien les indications au sujet des mesures prises et des mesures planifiées ayant des effets sur le CO<sub>2</sub> ainsi que sur l'évolution des émissions de CO<sub>2</sub> des bâtiments, et le cas échéant, il lui incombe d'en requérir la correction ;
- c. Il incombe à l'intimé 3 de vérifier si les cantons sont en cours de promulgation de nouveaux standards pour les constructions anciennes et les constructions neuves qui correspondent bien au niveau actuel de la technique ;
- d. En cas de contrôle négatif des résultats conformément à la conclusion 4c, il incombe aux intimés 1, 2 et 3 de prendre les mesures nécessaires envers les cantons en question ; en cas de besoin, il convient prendre des mesures consistant en la

promulgation au niveau fédéral de standards concernant les bâtiments pour les constructions anciennes et les constructions neuves et qui correspondent bien au niveau actuel de la technique ;

- e. Il incombe à l'intimé 2, en cas de non-respect de l'objectif sectoriel intermédiaire pour 2015 dans le domaine des bâtiments, d'analyser où il y a des besoins d'amélioration cantonaux et de proposer à l'intimé 1 d'autres mesures efficaces ;
- f. Il incombe aux intimés 1, 2 et 3 de prendre des mesures qui permettent une augmentation plus rapide de la taxe sur le CO<sub>2</sub> sur les combustibles ;
- g. Il incombe à l'intimé 4 d'exiger des importateurs de véhicules automobiles, qu'ils fournissent les mesures des émissions de CO<sub>2</sub> correspondant effectivement aux rejets des véhicules automobiles ;
- h. Vu le non-respect de l'objectif sectoriel intermédiaire pour 2015 dans le domaine de la circulation, il incombe à l'intimé 2 de prendre sans délai d'autres mesures efficaces et de les proposer à l'intimé 1 ; il incombe en particulier à l'intimé 1 de prendre des mesures d'incitation à l'électromobilité ou alors d'exposer que l'objectif sectoriel intermédiaire de l'art. 3, al. 2 de l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub> peut également être atteint sans une telle incitation ; les intimés 1, 2 et 3 doivent prendre des mesures qui sont orientées vers une augmentation du taux de compensation concernant les émissions de CO<sub>2</sub> issues des carburants ;
- i. Il incombe à l'intimé 1 de vérifier de façon exhaustive l'efficacité des mesures en vertu de la loi sur le CO<sub>2</sub> et de vérifier la nécessité d'autres mesures, de faire un compte rendu au parlement au sujet des résultats de son évaluation et d'initier sans délai les démarches et de mettre encore en œuvre les mesures nécessaires pour la période d'étendant jusqu'en 2020.

- 5. Subsidiairement, il convient de constater pour les conclusions 1, 2, 3 et 4, que les omissions correspondantes sont contraires à la loi.

Ainsi que la

### **Requête de procédure :**

Il est statué sans désemperer sur les conclusions 1 à 5.

### **Fondement :**

#### **1. En bref : ce que nous exigeons et pourquoi nous utilisons ce cheminement**

1. Le but de cette demande est que l'Etat et en particulier les intimés, mettent un terme aux omissions contraires à la Constitution et à la CEDH concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Formulé de façon positive, l'objectif réside dans le fait que les intimés, dans la perspective de la protection de la vie et de la santé des requérantes, doivent prendre toutes les mesures possibles par rapport à la Constitution et au droit international pour éviter une évolution catastrophique du réchauffement de la planète. Les requérantes constituent un groupe de population particulièrement concerné et vulnérable du fait des conséquences du réchauffement climatique (« most vulnerable group »). Ceci résulte des risques avérés et beaucoup plus importants en matière de santé pour les femmes d'un certain âge dont la santé est plus fortement impactée que celle du reste de la population lors des périodes de chaleur. Par rapport aux requérantes, les intimés ne prennent pas suffisamment en compte leurs obligations de protection imposées par la Constitution et le droit international.
2. C'est la raison pour laquelle les requérantes exigent que les intimés, *dans leurs domaines de compétence respectifs*, prennent une décision pour mettre un terme aux omissions considérées et contraires à la Constitution et à la CEDH et pour qu'ils prennent toutes les mesures exigées par la Constitution et le droit international qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs de protection du climat obligatoires au niveau du droit international et conformément aux dernières connaissances scientifiques. Les requérantes exigent par conséquent que soit rendue une décision en matière d'actes matériels au sens de l'art. 25a de la PA ainsi que de l'art. 6, alinéa 1 et 13 de la CEDH.

3. Elles contestent d'une part l'*objectif* trop bas en matière de réduction des émissions pour 2020 de 20 % par rapport à 1990, contraire à la Constitution et à la CEDH, ainsi que l'*objectif* trop bas fixé à 30 % à l'horizon 2030 actuellement prévu dans le cadre du processus législatif. D'autre part, elles contestent les *mesures* insuffisantes de réduction – et ce, pas uniquement par rapport à l'objectif actuel pour 2020, mais aussi par rapport aux objectifs plus élevés et conformes à la Constitution et au droit international pour 2020 et 2030.
4. Les requérantes se reposent sur le fait que les omissions contestées, outre le principe de développement durable (art. 73 de la Constitution Fédérale) et le principe de précaution (art. 74, al. 2 de la Constitution Fédérale), constituent une violation de leur droit à la vie (art. 10 de la Constitution Fédérale). La même chose est applicable également pour les droits garantis par la CEDH, notamment leurs droits à la vie, à la santé et à l'intégrité physique qui sont protégés en vertu de l'art. 2 et de l'art. 8 de la CEDH. Des obligations positives de protection de la part de l'Etat sont associées à ces droits issus de la Constitution et du droit international. Compte tenu des nombreuses omissions, ces obligations ne peuvent et ne pourront dans le cas présent qu'être insuffisamment réalisées.
5. La présente requête concerne des litiges en matière de droit civil au sens de l'art. 6, al. 1 de la CEDH, car les omissions contestées ont pour conséquence des risques sérieux pour la vie, pour la santé et pour l'intégrité physique des requérantes. C'est la raison pour laquelle les requérantes peuvent prétendre devant les tribunaux à un jugement concernant leur requête. Cela s'applique indépendamment de la manière de procéder utilisée par l'Etat et par les administrations impliquées. De plus, l'art. 13 de la CEDH exige que les requérantes dont les droits conventionnels sont violés puissent déposer une requête en bonne et due forme auprès d'une instance interne au pays.
6. Sur la base des dispositions précitées de la CEDH, le Tribunal Fédéral a ouvert la voie juridique contre les actes matériels déjà avant la révision totale de la loi d'organisation judiciaire entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Afin de tenir compte de la garantie du nouvel art. 29a de la Constitution Fédérale et des art. 6, al. 1 et 13 de la CEDH, la loi fédérale sur la procédure administrative (PA) a finalement été complétée par un article 25a. Cette disposition comble une lacune dans le système de protection juridique et doit – du point de vue du droit international –



assurer une protection juridique suffisante. C'est sur cette protection juridique également garantie au niveau du droit international que se fondent les requérantes.

7. En particulier, il n'est pas acceptable pour les requérantes qui sont concernées par des omissions de l'Etat contraires à la Constitution et à la CEDH, d'attendre de souffrir d'un préjudice pour introduire une procédure en justice, de manière à ce qu'elles (ou le cas échéant leurs descendants) puissent ester en justice contre la Confédération par la voie d'une action en responsabilité de l'Etat. Lorsque ses conditions sont réunies, l'art. 25a PA permet de contester la violation par omission d'un droit fondamental garanti par la CEDH et d'exiger qu'il y soit remédié.
8. Indépendamment de l'art. 25a de la PA, les requérantes peuvent également fonder leur droit à une décision judiciaire sur les articles 6, alinéas 1 et 13 de la CEDH qui constitue une garantie minimale devant être assurée par les Etats membres de la CEDH et si nécessaire assurée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, la CEDH.

## **2. Structure et forme du présent mémoire juridique**

9. Les requêtes déposées par les requêtes portent au *niveau matériel* sur différentes actions (ou omissions) – en particulier, outre la détermination d'objectifs, également des mesures diverses de nature concrète – et au *niveau formel (droit de la procédure)*, elles se rapportent à des bases aussi bien nationales que de droit international. Les particularités de la situation de départ, de l'argumentation et de la documentation exigent, d'une part, une justification détaillée, et, d'autre part, une structure particulière de ce mémoire juridique.
10. Pour l'essentiel, le mémoire juridique est structuré de la manière suivante :
  - La rubrique 3 comporte les conditions formelles pour le dépôt de la demande.
  - La rubrique 3.5 comporte les indications nécessaires au sujet des requérantes.
  - Dans la rubrique 4, on trouve la présentation des faits. Outre l'exposé des choses sous l'angle scientifique, on y présente d'une part les insuffisances de la politique climatique suisse (par rapport à l'objectif de réduction et par rapport aux mesures existantes),

et d'autre part, les effets particuliers du réchauffement climatique sur les requérantes.

- Le sujet de la rubrique 5 concerne les exigences en matière de Constitution et de droit international envers la politique climatique suisse. Il y est justifié pourquoi l'objectif de réduction des émissions de 20 % (par rapport à 1990) défini dans la loi sur le CO<sub>2</sub> et l'objectif national de réduction de 30 % projeté dans le processus législatif en cours, ne satisfont pas aux exigences de la Constitution Fédérale et de la CEDH et pourquoi du point de vue de la Constitution et du droit international, il convient en lieu et place de mettre en place un *objectif de réduction des émissions d'au moins 25 % jusqu'en 2020 et d'au moins 50 % de réduction des émissions au niveau national de 50 % jusqu'en 2030*. Compte tenu des objectifs en matière de réduction des émissions situés trop bas, il en découle que les mesures prescrites à l'heure actuelle ne seront pas suffisantes pour atteindre ces objectifs.
- A la rubrique 6, on expose pourquoi les garanties de la Constitution Fédérale et de la CEDH doivent être fondées sur l'art. 25a de la PA ainsi que de l'art. 6, al. 1 et 13 de la CEDH.
- La rubrique 7 justifie dans le détail pourquoi une décision concernant les actes matériels doit être prise. Dans la rubrique 7.2, il y a l'explication concernant le terme d'acte matériel, qui comprend également les omissions contraires à la loi, et ceci également dans le cadre du processus législatifs. Le fait de savoir dans quelle mesure les requérantes sont concernées dans leurs droits et obligations ainsi que dans leurs intérêts dignes de protection fait l'objet des rubriques 7.4 et 7.5.
- Dans la rubrique 8, on trouve en conclusion la mention des omissions illicites de la part des intimés et on y traite des mesures demandées pour y remédier.

11. On peut déduire du sommaire les différentes étapes de l'argumentation.

12. Ce mémoire juridique comporte de nombreuses références à des sources non juridiques qui sont proposées pour valoir moyens de preuves.

Afin de ne pas compliquer inutilement la lisibilité du présent texte, les *offres de preuves* correspondantes (tout comme les sources juridiques) figurent en pied de page et dans l'ordre de leur citation. Compte tenu du fait que ces sources sont très nombreuses, en plus de la version papier,

nous les joignons en plus par moyen électronique sur une clé de mémoire (USB). En outre et dans le but de faciliter les démarches de recherche dans le présent document, une version électronique du mémoire juridique est également enregistrée sur la clé USB qui est jointe.

### **3. Remarques finales**

13. Les requérantes sont préoccupées par leur vie, par leur santé et par leur bien-être. Déjà à l'heure actuelle, elles souffrent fortement des périodes de chaleur et elles ne veulent pas se représenter un avenir avec des périodes de chaleur constamment à l'ordre du jour. Elles savent que ce sont en grande majorité elles qui sont concernées par ces périodes de chaleur et c'est pourquoi, également dans le cadre de l'Association des Aînées pour la Protection du Climat Suisse, elles se sentent obligées de se faire entendre à leur profit et pour les femmes âgées.

De se faire entendre envers un exécutif qui jusqu'à présent n'a malheureusement pas prêté attention à elles et à leurs droits issus de la Constitution et du droit international. De se faire entendre envers un exécutif qui, à l'encontre de toutes les connaissances scientifiques, s'est abstenu et continue de s'abstenir d'élaborer pour 2020, mais aussi pour 2030, des objectifs et des mesures de réduction des émissions qui ne se contentent pas de préserver l'économie, mais qui aussi protègent les requérantes. De se faire entendre envers un exécutif qui sait que le respect des objectifs d'ici 2020 est fortement compromis et qui malgré tout, s'abstient d'agir dans le sens de la protection des requérantes.

En conclusion, les requérantes requièrent des intimés, au sens de l'art. 25a de la PA ainsi que de l'art. 6, al. 1 et 13 de la CEDH, qu'ils mettent un terme aux omissions contraires à la loi qu'ils procèdent immédiatement aux mesures requises dans les conclusions prise plus haut.

Zürich, le 25 octobre 2016

Maître Dr. Ursula Brunner    Maître Cordelia C. Bähr, LL.M.    Maître Martin Looser

Avocate

Avocate

Avocat